

Tunisie/Politique

# Dans l'attente d'un nouveau gouvernement

AFP

Tunis/Tunisie

*S'il attend désormais un homme providence, le pays semble cependant ne pas se faire d'illusions, soupire la presse.*

APRES tout juste 18 mois au pouvoir, le gouvernement de Habib Essid en Tunisie a été écarté par un vote de défiance au Parlement, faisant craindre une nouvelle période d'incertitudes dans un pays déjà fragilisé par une économie en crise et la menace jihadiste.

Le président Béji Caïd Essebsi doit maintenant engager des consultations dans un délai de 10 jours pour charger la "personnalité la plus apte" de former un nouveau cabinet. Cette dernière aura 30 jours pour former une équipe.

Les jours du gouvernement, critiqué de toutes parts pour son "inefficacité", étaient comptés depuis que le chef de l'Etat s'est dit en faveur le 2 juin d'un cabinet d'union nationale. Il avait ensuite engagé des pourparlers sur les priorités du futur gou-

vernement avec les partis politiques ainsi qu'avec le syndicat UGTT et le patronat Utica.

En public, aucun nom ne se détache pour l'instant pour succéder à M. Essid, un indépendant de 67 ans à qui les députés ont réservé une standing ovation avant de le congédier.

**BILAN CRITIQUE** • Samedi soir, sur les 217 membres du Parlement (dont 191 étaient présents), 118 ont voté contre le renouvellement de la confiance et trois pour, avec 27 abstentions. De nombreux élus dont ceux du Front populaire, une coalition d'opposition de gauche, ont annoncé juste avant le vote qu'ils le boycotteraient en dénonçant un processus "de pure forme".

Le résultat était en effet connu d'avance, les partis de la coalition au pouvoir mais aussi de l'opposition ayant annoncé qu'ils ne renouvelleraient pas leur confiance à cette équipe.

Tout en saluant l'"intégrité" de M. Essid, de nombreux députés ont brossé un sombre tableau de son bilan, critiquant notamment la faiblesse de la lutte contre la corruption et le



Photo : AFP

**Le Premier ministre Habib Essid écarté suite à un vote du Parlement, l'heure est à l'avènement d'un homme providentiel. Mais les Tunisiens n'y croient pas trop.**

chômage.

M. Essid s'est fermement défendu, mettant en avant les progrès réalisés sur le plan sécuritaire notamment. Si la Tunisie a été frappée par des attentats jihadistes sanglants l'an dernier et en mars, elle a vécu cette année son premier ramadan sans attaque depuis 2012.

"Le gouvernement a fait son devoir dans plusieurs domaines (...) mais il y a des domaines dans lesquels on ne peut arriver à des résultats concrets en un an et demi", a argué M. Essid,

haut fonctionnaire sous l'ex-raïs Zine El Abidine Ben Ali.

Le chef du gouvernement a aussi tenu à placer les partis devant leurs responsabilités, rappelant à certains qu'ils avaient cherché à privilégier leurs intérêts plutôt que les compétences pour des nominations à des postes à responsabilité.

Longtemps effacé, accusé de manquer de charisme et de se comporter davantage en Premier ministre qu'en chef de gouvernement, M. Essid a pris de l'assurance ces dernières semaines face aux "pressions" qu'il dit avoir subies pour l'obliger à démissionner.

Ses proches ont attribué, sous le couvert de l'anonymat, ces pressions au camp du fils du chef de l'Etat, Hamed Caïd Essebsi, un dirigeant de Nidaa Tounès. Ce parti fondé par le président a remporté les législatives de 2014 avant d'imploser et de perdre la première place au Parlement au profit des islamistes d'Ennahda.

**INQUIETUDES** • Si la défiance du gouvernement par le Parlement a été présentée comme "une leçon de démocratie" dans un

pays qui a vécu sous la dictature pendant plusieurs décennies avant la révolution de 2011, les craintes d'une nouvelle période d'instabilité sont réelles.

"Tiraillements entre partis à l'horizon et danger de glissement vers un chaos politique", a ainsi averti le journal Assahafa.

"La situation du pays va s'aggraver encore davantage parce qu'il faut attendre (...) un nouveau gouvernement. Entretiens, c'est le pays, l'économie, les affaires du peuple qui sont laissés pour compte", a de son côté dénoncé Jilani Hammami, un dirigeant du Front populaire.

Le pays attend "un homme providence" pour former une "équipe de sauvetage cohérente et solidaire", mais sans se faire d'illusions, selon le quotidien La Presse.

"La grande discorde doit être évitée à tout prix et le consensus sera (...) consacré par une recette bien mijotée entre les deux cheikhs", comme sont souvent surnommés le président Essebsi et le chef d'Ennahda, Rached Ghannouchi, croit savoir Le Temps.

L'Afrique en bref

• Mali/Sécurité. Etat d'urgence prorogé

L'Assemblée nationale du Mali a voté samedi une prorogation de l'état d'urgence, qui demeurera en vigueur huit mois de plus, jusqu'au 29 mars 2017, dans ce pays en proie à des troubles, entre attaques jihadistes et affrontements entre groupes armés rivaux.

• RDCongo/Politique. Tshisekedi exige la présidentielle

L'opposant historique en République démocratique du Congo Étienne Tshisekedi a exigé hier la tenue de la présidentielle d'ici la fin de l'année et le départ du président Joseph Kabila le 20 décembre, lors d'un meeting populaire à Kinshasa.

• Somalie/Attentats. Au moins six morts à Mogadiscio

Au moins six personnes ont été tuées hier dans la capitale somalienne Mogadiscio dans un double attentat à la voiture piégée, le second cette semaine, qui a également coûté la vie à sept assaillants.

A travers le monde

• France/Attentats. Les musulmans contre l'horreur du jihadisme

Cinq jours après l'assassinat d'un prêtre qui a bouleversé la France, de nombreux musulmans ont manifesté hier leur horreur du jihadisme, présents aux messes aux côtés des catholiques ou par des tribunes dans les médias.

• Japon/Politique. Une femme gouverneur de Tokyo, une première



Pour la première fois, une femme, Yuriko Koike, 64 ans, a été élue hier gouverneur de Tokyo, au moment où la ville se prépare à accueillir les jeux Olympiques de 2020.

• Turquie/Conflit. Quatre soldats turcs tués dans deux attaques du PKK

Des combattants de la rébellion kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont tué quatre soldats turcs hier dans deux attaques séparées dans le nord-est et le sud-est de la Turquie, selon des médias turcs.

Afrique du Sud/Municipales de mercredi

# Zuma exhorte à voter massivement pour l'ANC

AFP

Johannesburg/Afrique du Sud

LE président sud-africain Jacob Zuma a exhorté hier les électeurs à voter massivement pour le parti au pouvoir, le Congrès national africain (ANC), lors des élections municipales de mercredi, un scrutin qui s'annonce âprement disputé et pourrait voir l'ANC perdre plusieurs villes clés.

"Des millions de nos partisans doivent aller voter pour l'ANC et permettre à leur mouvement de continuer à améliorer la vie des gens", a lancé M. Zuma lors d'un rassemblement dans un stade bondé du centre de Johannesburg. "Chaque vote compte", a-t-il martelé, rap-

pelant les victoires passées de l'ANC et son combat historique contre l'apartheid en Afrique du Sud.

Le parti de Jacob Zuma, au pouvoir depuis 1994 et qui contrôle la majorité des 278 municipalités du pays, apparaît affaibli par plusieurs scandales de corruption et un mécontentement grandissant de la population.

Le scrutin de mercredi sera un test pour l'ANC, alors que l'économie sud-africaine - la plus industrialisée du continent - se débat avec un taux de chômage record (26,7%) et que M. Zuma est empêtré dans plusieurs scandales de corruption et d'abus de biens sociaux.

Le principal parti d'opposition, l'Alliance démocratique (DA), à la tête de la ville du Cap, capitale parlementaire, compte profiter de ce



Photo : AFP

**Le président Jacob Zuma aux militants de l'ANC : "Des millions de nos partisans doivent aller voter pour permettre à notre mouvement de continuer à améliorer la vie des gens."**

contexte pour s'emparer de plusieurs municipalités stratégiques. Selon un dernier sondage Ipsos, la capitale économique Johannesburg, la capitale politique Pretoria et la ville portuaire de Port Elizabeth (sud-est) sont menacées.

Hier, environ 55 000 partisans de l'ANC parés des couleurs du parti - vert, jaune et noir - , étaient rassemblés dans le stade.

"Nous avons marché à travers les rues de ce pays, nous sommes rendus dans chaque ville (...), dans des mil-

liers de maisons", a déclaré M. Zuma en évoquant une campagne électorale qui selon le parti a coûté 72 millions de dollars (environ 41,9 milliards de francs).

Le second mandat de Jacob Zuma, âgé de 74 ans, expire en 2019. La Constitution lui interdit de briguer un troisième mandat, mais l'ANC pourrait le remplacer avant les prochaines élections générales si le parti enregistrait une cuisante défaite aux municipales, soulignent plusieurs observateurs.

Les deux autres principaux partis sud-africains - la DA et le parti de gauche radicale des Combattants pour la liberté économique (EFF) - ont également organisé hier leur dernier meeting de la campagne.

Etats-Unis/Présidentielle

# Trump, une " âme noire "

AFP

Washington/Etats-Unis

LE candidat républicain à la Maison Blanche Donald Trump a une "âme noire" et est "incapable d'empathie", a accusé hier Khizr Khan, père d'un soldat américain musulman tué en Irak et qui est engagé ces derniers jours dans une joute verbale avec le milliardaire. "Cette personne est totalement incapable d'empathie. Je veux que sa famille le conseille, lui apprenne à faire preuve d'empathie. Il serait

une meilleure personne (...) mais il a une âme noire", a déclaré M. Khan sur CNN, la voix chargée d'émotion, estimant que le parti républicain devrait "répudier" M. Trump.

Son attaque contre l'homme d'affaires au dernier jour de la convention d'investiture d'Hillary Clinton a eu un écho retentissant aux Etats-Unis. M. Khan avait dénoncé des propos anti-musulmans et anti-immigrés de Donald Trump.

L'intéressé a vivement réagi samedi, critiquant le fait que Gha-

zala Khan - épouse de Khizr Khan - était restée silencieuse près de son mari jeudi à la convention démocrate.

"Pour un candidat à la présidence ignorer le statut d'une mère Gold Star (organisation de soutien aux mères de soldats tués au combat, NDLR), s'en prendre à elle, c'est le sommet de l'ignorance", a répliqué M. Khan, invoquant aussi la santé fragile de sa femme.

"Voici ma réponse à Donald Trump", a écrit hier Mme Khan dans une tribune au Washington Post, où elle raconte que son fils

"voulait être avocat, comme son père, pour aider les gens". "Quand je suis entrée sur scène à la convention, avec cette grande photo de mon fils derrière moi, je pouvais à peine me retenir", écrit-elle. "Juste en parler est difficile pour moi en permanence".

Dans un entretien sur ABC hier, M. Trump a aussi riposté : "Bien que je déplore profondément la disparition de son fils, M. Khan, qui ne m'a jamais rencontré, n'a pas le droit de se tenir devant des millions de personnes et de déclarer que je n'ai jamais lu la Constitution (ce

qui est faux)". Il a pris soin de qualifier Humayun Khan - tué en 2004, à 27 ans, dans un attentat suicide en Irak - de "héros".

"Donald Trump dit qu'il a fait beaucoup de sacrifices. Il ne sait pas ce que signifie le mot sacrifice", a poursuivi Ghazala Khan, arrivée aux Etats-Unis du Pakistan il y a des décennies. Et "lorsque Donald Trump parle de l'islam, il est ignorant", a-t-elle taclé. "S'il étudiait le vrai islam et le Coran, toutes les idées qu'il se fait à cause des terroristes changeraient", a-t-elle conclu.